



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

# GAMMES

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

GAMMES

6 Rue St Barthélémy 34000 MONTPELLIER

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

## **GAMMES**

6 Rue St Barthélémy 34000 MONTPELLIER

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association GAMMES,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GAMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 3 juin 2024

KPMG SA

2024.06.0  
3 17:47:52  
+02'00'

Florence GABRIEL

Commissaire aux comptes

# BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement	29 005	24 023	4 983	
Autres immobilisations incorporelles	329 293	272 465	56 828	98 654
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	12 314 333	5 802 699	6 511 633	5 717 920
Installations techniques, matériel et outillage	83 552	49 630	33 922	2 812
Autres immobilisations corporelles	1 449 899	1 078 519	371 380	113 531
Immobilisations corporelles en cours	403 629		403 629	452 197
Avances et acomptes				
<b>BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	342 105		342 105	17 710
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>14 951 816</u></b>	<b><u>7 227 336</u></b>	<b><u>7 724 480</u></b>	<b><u>6 402 823</u></b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	756 769	164 745	592 024	649 742
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	2 735 021		2 735 021	1 349 989
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	10 500		10 500	
Disponibilités	9 704 068		9 704 068	2 617 302
Charges constatées d'avance	137 364		137 364	44 054
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>13 343 723</u></b>	<b><u>164 745</u></b>	<b><u>13 178 978</u></b>	<b><u>4 661 087</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<b><u>TOTAL III</u></b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>28 295 539</b>	<b>7 392 081</b>	<b>20 903 458</b>	<b>11 063 911</b>

# BILAN PASSIF

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	3 952 651	1 509 820
Fonds propres avec droit de reprise	25 464	
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 892 474	1 124 146
Autres réserves	271 593	271 593
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	381 133	269 067
Report à nouveau propre	-642 551	-767 702
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-685 979</b>	<b>-176 032</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>5 194 786</b>	<b>2 230 891</b>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	1 379 868	1 360 827
Provisions réglementées	423 872	178 697
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>6 998 525</u></b>	<b><u>3 770 416</u></b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	594 904	235 196
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>594 904</u></b>	<b><u>235 196</u></b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 174 859	69 767
Provisions pour charges		
<b><u>TOTAL III</u></b>	<b><u>1 174 859</u></b>	<b><u>69 767</u></b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 157 852	4 733 037
Emprunts et dettes financières diverses	129 163	500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 445 101	172 274
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 806 361	1 684 944
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 143	11 985
Autres dettes	226 197	122 311
Produits constatés d'avance	2 309 352	263 480
<b><u>TOTAL IV</u></b>	<b><u>12 135 170</u></b>	<b><u>6 988 532</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>20 903 458</b>	<b>11 063 911</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	675	1 268	-593
Ventes de Biens et services	2 780 285	1 171 652	1 608 633
Production stockée			
Production immobilisée		84 713	-84 713
Concours publics et subventions	30 183 247	9 381 274	20 801 973
Ressources liées à la générosité du public	176 061	15 801	160 260
Contributions financières	5 651	3 000	2 651
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	162 225	47 216	115 009
Transfert de charges	40 891	7 565	33 326
Utilisation des fonds dédiés	512 432	95 854	416 577
Autres produits	687 533	1 821 497	-1 133 964
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>34 548 999</b>	<b>12 629 841</b>	<b>21 919 158</b>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	15 150 641	2 074 469	13 076 172
Aides financières			
Impôts et taxes	1 603 662	849 826	753 836
Salaires et Traitements	12 807 238	7 025 596	5 781 641
Charges sociales	4 277 668	2 233 570	2 044 099
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	777 496	612 399	165 097
Dotations aux provisions	235 551	5 670	229 881
Report en fonds dédiés	150 323	57 562	92 762
Autres charges	166 010	41 713	124 298
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>35 168 590</b>	<b>12 900 805</b>	<b>22 267 786</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-619 591</b>	<b>-270 964</b>	<b>-348 628</b>
Produits financiers	28 904	4 636	24 269
Charges financières	110 934	42 629	68 305
<b>Résultat financier</b>	<b>-82 030</b>	<b>-37 993</b>	<b>-44 036</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-701 621</b>	<b>-308 957</b>	<b>-392 664</b>
Produits exceptionnels	487 900	175 025	312 875
Charges exceptionnelles	467 941	42 100	425 841
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>19 959</b>	<b>132 925</b>	<b>-112 966</b>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	4 317		4 317
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-685 979</b>	<b>-176 032</b>	<b>-509 947</b>
Contributions volontaires en nature	427 603	482 479	-54 876
Charges des contributions volontaires en nature	-427 603	-482 479	54 876

## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Valeurs mobilières de placement
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Dettes garanties par des sûretés réelles
- Contributions volontaires en nature
- Concours publics et subventions



## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- **Honoraires de commissariat aux comptes**

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

#### Description de l'objet social de l'entité

Gammes est une association à but non lucratif qui agit depuis 1946 sur le bassin d'habitat de Montpellier, auprès des personnes et des familles qui ont besoin d'un soutien social. Elle a étendu progressivement son action à toutes les personnes et les familles en situation de précarité sur le plan personnel, économique ou social, quel que soit leur âge, leur origine ou leur situation.

L'association Gammes est aujourd'hui un initiateur et un acteur reconnu des politiques publiques de solidarité sur le territoire du département de l'Hérault.

Gammes met en œuvre son projet associatif, par la gestion d'établissements et de services sociaux, médico-sociaux, d'insertion et d'animation de la vie sociale. Au travers de son offre polyvalente de services, Gammes propose une réponse globale d'accompagnement aux personnes fragilisées par l'âge, leur état de santé, la perte d'un emploi, l'exclusion, les discriminations afin qu'elles préservent ou retrouvent leur autonomie.

Gammes a pour but l'aide et les soins à domicile, le service à la personne, la réponse à l'urgence sociale et aux demandes multiformes d'hébergement, l'action en faveur du logement des personnes défavorisées, l'insertion par l'activité économique, l'emploi et la formation, l'animation de la vie sociale, le soutien à la famille, l'accueil et la protection de l'enfance.

#### Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

- **Service d'aide et de soins infirmiers au domicile** (SPASAD, SAAD, SSIAD et ESA) pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes atteintes de maladie chronique et leur entourage.

- **Solutions d'accueil de jour, d'orientation, d'accompagnement, d'hébergement en urgence ou en stabilisation, de logement** pour toute personne ou famille sans solution personnelle de logement, en situation de précarité.

- Pôle Animation de la vie sociale (ALISE) : Ce pôle développe et propose des actions de proximité, sociales, culturelles, de loisirs ouvertes à tous dans 3 quartiers de la ville de Montpellier. Il propose également une action d'insertion conventionnée pour des bénéficiaires du R.S.A.

#### Description des moyens mis en œuvre

Pour mettre en œuvre son projet associatif et assurer ses missions de service public qui lui sont confiées, Gammes dispose :

- D'une structure de gouvernance, qui définit les orientations associatives et les actions de services aux personnes.
- D'une structure technique qui met en œuvre son projet associatif par la gestion d'établissements et de services sociaux, médico-sociaux, d'insertion et d'animation de la vie sociale.

Les actions sont mises en œuvre au moyen de :

- Un siège qui met en œuvre les fonctions ressources réunies en 4 directions (Vie associative, RH, finance et Immobilier).
- Des experts externes pour le conseil et les contrôles : experts comptables, commissaires aux comptes, cabinet juridique
- D'équipes dédiées de professionnels qualifiés, bénévoles et volontaires : 790 salariés, 249 bénévoles, 30 volontaires
- De moyens techniques et généraux : locaux dédiés à l'activité, parc de véhicules (32), informatique et connectivité (30 sites équipés, 4 fournisseurs d'accès, 1 serveur, 30 copieurs, 26 logiciels)
- 15 implantations pour la réalisation des actions d'accueil et d'accompagnement.
- 5 ensembles immobiliers regroupés proposant du logement et de l'hébergement & un parc diffus de plus de 500 logements sur les communes de Montpellier et Lunel, capté auprès de propriétaires privés ou de bailleurs sociaux

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

2/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

3/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

### Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Frais de notaire	5 ans
- Logiciels	0,75 à 5 ans
- Constructions	
- Constructions (composants)	2 à 20 ans
- Gros œuvre	10 à 50 ans
- Facades, étanchéité, couverture, menuiseries ext.	15 à 25 ans
- Chauffage, électricité, plomberie	4 à 15 ans
- Agencements intérieurs (dont cloisons, carrelages)	5 à 15 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Installations générales, agencements	1 à 15 ans
- Matériel et outillage	3 à 7 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	3 à 15 ans
- Immobilisations grevées de droits	2 ans

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

4/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

5/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 14 Décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### **Gestion contrôlée : Présentation**

6/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

### Engagements en matière de retraite

7/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux d'actualisation de 3,17%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 63 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### **8/ Evènement significatif**

A/ Fusion par voie d'absorption de l'association ISSUE par l'association GAMMES avec effet rétro-actif au 01/01/2023.

Changement de dénomination : l'établissement "ISSUE" devient "A.U.I.H.L."

B/ Création du Centre de Santé le 01/06/2023. Première année d'exercice.

C/ Harmonisation du plan comptable entre tous les établissements de l'association GAMMES.

Les très nombreux changements de numéros de compte rendent difficile le comparatif entre 2023 et 2022.

D/ Contentieux en cours :

#### **S.A.A.D. Prestataire**

1/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier fixée au 16/09/2022.

Total des chefs de demande estimés à 22 463 Euros.

Le délibéré a été rendu le 17/03/2023 : Le bulletin émis fait état d'une dépense de 7 648 Euros.

2/ Pour Rappel : Jugement du Conseil des Prud'hommes le 08/09/2015 : paiement de 4 423 Euros au salarié au titre d'indemnité de requalification (contrat du 04/12/2006 requalifié en CDI). Le salarié a été débouté de toutes ses autres demandes. Le salarié a interjeté appel de cette décision, l'audience a été fixée au 13 mars 2019 devant la Cour d'Appel.

Arrêt rendu le 15 mai 2019 condamnant l'association GAMMES à payer au salarié la somme de 147 174 Euros.

Cela a entraîné 147 184 Euros de charges exceptionnelles. A cela s'ajoutait 7 200 Euros d'honoraires d'avocats.

Charges exceptionnelles 2022 = 8 000 Euros au titre de l'article 700 du code de Procédure Civile

Le salarié a formé un pourvoi en cassation le 09 Janvier 2023.

Aucune date d'audience fixée.

Total des chefs de demande estimés à 280 965 Euros.

3/ L'audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier a été fixée au 26 mai 2023.

Le Conseil des Prud'hommes a condamné l'association GAMMES à 1 970 Euros (dommages et intérêts + article 700).

Le salarié a fait appel du jugement le 18 Octobre 2023. Aucune date d'audience fixée.

Total des chefs de demande estimé à 25 224 Euros.

Pas de constitution d'une provision.

#### **A.U.I.H.L.**

1/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier fixée au 25/02/2022.

Total des chefs de demande estimés à 38 730 Euros.

Le salarié a été débouté de l'intégralité de ses demandes et a interjeté appel du jugement le 23 Juin 2022.

Le dossier est en instance de fixation par la Cour d'Appel de Montpellier.

Pas de constitution d'une provision.

2/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier fixée au 23/05/2023.

Le salarié a été débouté de l'intégralité de ses demandes.

Le salarié a interjeté appel du jugement le 24 Janvier 2024.

Le dossier est en instance de fixation par la Cour d'Appel de Montpellier.

Pas de constitution d'une provision.

3/ L'audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier a été fixée au 01 Mars 2024.

Total des chefs de demande estimé à 32 500 Euros.

Pas de constitution d'une provision.

## ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	59 497,32			
SERVICE COMMUN	700,04			80 791,22
S.A.A.D. PRESTATAIRE				295 002,04
GAMMES S.S.I.A.D.	7 400,25		51 771,75	
ALISE	21 358,11			
C.A.D.A.				6 045,07
CENTRE DE SANTE		298 302,76		
A.U.I.H.L.		81 029,97		65 535,45
<b>TOTAUX</b>	<b>88 955,72</b>	<b>379 332,73</b>	<b>51 771,75</b>	<b>447 373,78</b>

## RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
SERVICE COMMUN	-80 791,22		9 553,61	-71 237,61
S.A.A.D. PRESTATAIRE	-295 002,04		26 571,00	-268 431,04
GAMMES S.S.I.A.D.	51 771,75		-25 868,81	25 902,94
GAMMES C.A.D.A.	-6 045,07		-277,96	-6 323,03
A.U.I.H.L.				
C.H.R.S. ISSUE	-51 676,42	40 000,00	3 744,43	-7 931,99
CORUS	-13 859,03	10 000,00	6 581,39	2 722,36
<b>TOTAUX</b>	<b>-395 602,03</b>	<b>50 000,00</b>	<b>20 303,66</b>	<b>-325 298,37</b>

## ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<b>R.A.N. ANC 2018-06</b>				
ALISE	2 043,95			
C.A.D.A.	107 395,61			
A.U.I.H.L.	194 684,87			
GPA	411 626,34			
<b>R.A.N. DEPENSES REFUSEES</b>				
S.A.A.D. PRESTATAIRE		264 352,44		
<b>REPORT A NOUVEAU</b>				
ALISE	55 595,80			
SERVICE COMMUN	3 164,55			
S.S.I.A.D.		40 339,09		
GPA		1 039 256,95		
S.A.A.D. PRESTATAIRE		73 113,86		
<b>RESULTAT AFFECTE AUX MESURES EXPLOITATION</b>				
A.U.I.H.L.			9 847,87	
<i>RETRAITE</i>				
S.S.I.A.D.			6 851,02	
A.U.I.H.L.			37 687,00	
<i>RENOV. ENERGETIQUE</i>				
A.U.I.H.L.			50 833,87	
<b>RESULTATS EN ATTENTE</b>				
SERVICE COMMUN			274 024,07	
S.A.A.D. PRESTATAIRE				244 916,39
S.S.I.A.D.				62 742,62
C.A.D.A.			218 450,52	
A.U.I.H.L.			157 414,61	
<b>P.C.D. DETTE CONGES A PAYER</b>				374 778,19
<b>P.C.D. SOLDE AVENANT 43</b>			308 461,66	
<b>TOTAUX</b>	<b>774 511,12</b>	<b>1 417 062,34</b>	<b>1 063 570,62</b>	<b>682 437,20</b>



# TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	23 526,68		5 478,81			29 005,49
Autres immobilisations incorporelles	242 431,23	59 015,53	27 846,00			329 292,76
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>265 957,91</b>	<b>59 015,53</b>	<b>33 324,81</b>			<b>358 298,25</b>
Terrains						
Constructions sur sol propre	8 957 062,53	225 691,35	138 901,00		49 339,02	9 370 993,90
Constructions sur sol d'autrui		33 217,50				33 217,50
Installations générales, agencements des constructions	149 192,64	750 846,63	63 648,74		16 197,75	979 885,76
Install. techniques, Matériel et outillage	14 963,73	44 614,67	23 973,97			83 552,37
Install. générales, agencements divers	990 430,02	343 024,35	551 809,44	7 735,70	52 707,37	1 930 235,48
Matériel de transport	103 764,88	316 390,98	78 397,59	34 765,74		463 787,71
Matériel de bureau et informatique	202 377,80	269 064,74	65 253,74	8 190,72		528 505,56
Mobilier	67 780,68	282 559,71	14 921,27			365 261,66
Autres immobilisations corp.		61 773,69	30 570,12			92 343,81
Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	452 196,52	16 197,75	101 310,59		-166 075,64	403 629,22
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>10 937 768,80</b>	<b>2 343 381,37</b>	<b>1 068 786,46</b>	<b>50 692,16</b>	<b>-47 831,50</b>	<b>14 251 412,97</b>
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés	1 299,05	117 272,06	1 159,00			119 730,11
Prêts et autres immob. financières	16 410,76	201 966,57	19 596,05	15 598,58		222 374,80
<b>TOTAL IMMOB. FINANCIERES</b>	<b>17 709,81</b>	<b>319 238,63</b>	<b>20 755,05</b>	<b>15 598,58</b>		<b>342 104,91</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 221 436,52</b>	<b>2 721 635,53</b>	<b>1 122 866,32</b>	<b>66 290,74</b>	<b>-47 831,50</b>	<b>14 951 816,13</b>

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Augmentations	Diminutions	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement	23 526,68		496,14		24 022,82
Autres immobilisations incorporelles	143 777,20	35 707,73	92 979,72		272 464,65
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>167 303,88</b>	<b>35 707,73</b>	<b>93 475,86</b>		<b>296 487,47</b>
Aménagement terrains					
Constructions sur sol propre	3 406 349,04	202 429,78	337 093,00		3 945 871,82
Constructions sur sol d'autrui		30 241,72	267,22		30 508,94
Installations générales, agencements des constructions	148 481,78	451 838,20	58 301,91		658 621,89
Install. techniques, Matériel et outillage	12 151,63	23 278,29	14 200,43		49 630,35
Install. générales, agencements divers	823 934,28	209 575,80	138 945,26	4 758,67	1 167 696,67
Matériel de transport	85 942,16	209 394,24	52 758,42	20 618,12	327 476,70
Matériel de bureau et informatique	117 136,30	194 678,40	65 668,88	7 354,98	370 128,60
Mobilier	57 314,01	262 748,80	10 955,17		331 017,98
Autres immobilisations corporelles		44 065,61	5 829,77		49 895,38
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>4 651 309,20</b>	<b>1 628 250,84</b>	<b>684 020,06</b>	<b>32 731,77</b>	<b>6 930 848,33</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>4 818 613,08</b>	<b>1 663 958,57</b>	<b>777 495,92</b>	<b>32 731,77</b>	<b>7 227 335,80</b>

# TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Affectation du résultat	Augmentat°	Diminut°	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 509 820,14	2 442 831,26				3 952 651,40
Fonds propres avec droit de reprise		25 463,73				25 463,73
Écarts de réévaluation						
Réserves gestion propre	271 593,00					271 593,00
Réserves gestion contrôlée	1 124 146,08	664 333,37	27 800,23	102 591,61	26 396,92	1 892 474,37
Report à nouveau gestion propre	-767 702,23	194 684,87	-69 533,86			-642 551,22
Report à nouveau gestion contrôlée	269 066,89	218 736,21	-30 474,99	26 396,92	102 591,61	381 133,42
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>						
Gestion propre	40 023,56		-40 023,56	88 955,72	379 332,73	-290 377,01
Gestion contrôlée	-216 055,95	103 823,77	112 232,18	51 771,75	447 373,78	-395 602,03
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>2 230 891,49</b>	<b>3 649 873,21</b>		<b>269 716,00</b>	<b>955 695,04</b>	<b>5 194 785,66</b>
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	1 360 827,38	23 846,85		95 802,24	100 608,75	1 379 867,72
Provisions réglementées	178 696,88	234 319,16		10 855,89		423 871,93
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>3 770 415,75</b>	<b>3 908 039,22</b>		<b>376 374,13</b>	<b>1 056 303,79</b>	<b>6 998 525,31</b>

## TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves gestion contrôlée :					
- Investissement	556 705,89	161 903,10	27 800,23		746 409,22
- Trésorerie	50 000,00				50 000,00
- Compensation des déficits	517 440,19	491 537,79	102 591,61	26 396,92	1 085 172,67
- Compensation des amortissements		10 892,48			10 892,48
Autres réserves	271 593,00				271 593,00
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>1 395 739,08</b>	<b>664 333,37</b>	<b>130 391,84</b>	<b>26 396,92</b>	<b>2 164 067,37</b>
Couverture du B.F.R.		47 341,52			47 341,52
Renouvellement des immobilisations					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées	178 696,88	186 977,64	10 855,89		376 530,41
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>178 696,88</b>	<b>234 319,16</b>	<b>10 855,89</b>		<b>423 871,93</b>
Provisions pour litiges					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées ( E.S.A.T. )					
Provisions pour départ retraite					
Provisions pour grosses réparations					
Autres provisions pour risques et charges	69 767,43	1 135 131,78	340 336,76	370 376,79	1 174 859,18
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>69 767,43</b>	<b>1 135 131,78</b>	<b>340 336,76</b>	<b>370 376,79</b>	<b>1 174 859,18</b>
Dépréciation :					
- Immobilisations incorporelles					
- Immobilisations corporelles					
- Immobilisations financières					
- Stocks et en-cours					
- Comptes clients et usagers	7 329,39	107 748,02	162 637,49	112 969,98	164 744,92
- Autres					
<b>TOTAL DEPRECIATION</b>	<b>7 329,39</b>	<b>107 748,02</b>	<b>162 637,49</b>	<b>112 969,98</b>	<b>164 744,92</b>
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>255 793,70</b>		<b>513 830,14</b>	<b>483 346,77</b>	<b>1 763 476,03</b>

## VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
UNIFED HORIZONS - C.E.T.		10 500,41		10 500,41
<b>TOTAL DES VALEURS MOBILIERES</b>		<b>10 500,41</b>		<b>10 500,41</b>

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
UNIFED HORIZONS - C.E.T.	10 500,41	10 500,41		
<b>PLUS ET MOINS VALUES LATENTES</b>	<b>10 500,41</b>	<b>10 500,41</b>		

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE</b>				

## SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
						Montant global	Non utilisé (1)
		A	A	B	C	D=A+B-C	
<b>Contributions financières autorités de tarification</b>							
<b>Sous-total :</b>							
<b>Subventions d'exploitation</b>							
A.R.T.T.	936,43		936,43			<b>936,43</b>	936,43
LUTTE CONTRE PAUVRETE	42 000,00		17 866,32		9 507,42	<b>8 358,90</b>	
LOGEMENT D'ABORD			6 228,19		3 287,36	<b>2 940,83</b>	
HUDA 2020			22 000,00		22 000,00		
115 (2020 A 2023)	200 000,00		493 379,15	70 470,20	174 701,76	<b>389 147,59</b>	
INTERPRETARIAT 2021	20 000,00		14 848,00		11 760,00	<b>3 088,00</b>	
PREPARATION CPOM	4 938,00		4 938,00			<b>4 938,00</b>	4 938,00
I.M.L.			24 400,00		4 661,28	<b>19 738,72</b>	
CPHU RIVES DU LEZ			32 084,32		32 084,32		
ARAGON	70 000,00		50 000,00		50 000,00		
UKRAINE 2022	95 999,00		53 215,62	28 653,23	53 215,62	<b>28 653,23</b>	
CPHU 3M 2023	50 000,00			50 000,00		<b>50 000,00</b>	
INTERMEDIATION LOCATIVE	81 683,33	80 000,00			80 000,00		
AIDE EXCEPT. ALISE	12 000,00	8 000,00			8 000,00		
SUBVENTION CARSAT REL	34 000,00	4 908,20			4 908,20		
SUBVENTION CNSA REL.	20 000,00	3 899,01			3 899,01		
SUBVENTION ITINERAIRES	617 701,00	41 219,32			41 219,32		
SUBV.RAPSOL3M	1 200,00			1 200,00		<b>1 200,00</b>	
<b>Sous-total :</b>	<b>1 250 457,76</b>	<b>138 026,53</b>	<b>719 896,03</b>	<b>150 323,43</b>	<b>499 244,29</b>	<b>509 001,70</b>	<b>5 874,43</b>
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>							
SUBV. E.D.F. / SAINT LOUIS	5 500,00	4 206,10			206,95	<b>3 999,15</b>	
SUBV. ABBE P. / ST LOUIS	110 000,00	84 121,94			4 139,03	<b>79 982,91</b>	
SUBV. FDF	11 000,00	1 305,93			1 305,93	<b>0,00</b>	
CHENIL SOLIDAIRE	1 920,00		1 920,00			<b>1 920,00</b>	
<b>Sous-total :</b>	<b>128 420,00</b>	<b>89 633,97</b>	<b>1 920,00</b>		<b>5 651,91</b>	<b>85 902,06</b>	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>							
FEHAP - DON PROJET RELAYAGE	7 535,40	7 535,40			7 535,40		
<b>Sous-total :</b>	<b>7 535,40</b>	<b>7 535,40</b>			<b>7 535,40</b>		
<b>Total</b>	<b>1 386 413,16</b>	<b>235 195,90</b>	<b>721 816,03</b>	<b>150 323,43</b>	<b>512 431,60</b>	<b>594 903,76</b>	<b>5 874,43</b>

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

## SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	A	B	C	D=A+B-C
SUBV. INVEST. REGIONS	58 673,05		83 385,00	28 444,00	113 614,05
SUBV. INVEST. DEP.	332 390,00			105 000,00	227 390,00
SUBV. INVEST. COMMUNES	1 723 449,75		5 000,00	90 000,00	1 638 449,75
SUBV. INVEST. COLL. PUBLIQ.	98 192,00				98 192,00
C.A.F. LOGICIEL	3 745,00				3 745,00
C.A.F. INOE			2 797,00		2 797,00
C.A.F. MATERIEL EVS	1 190,00			1 190,00	
C.A.F. FME 2022		6 840,00		3 329,68	3 510,32
SUBV. INVEST. PAUSE (2015+2016+2023)		30 000,00	5 000,00		35 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 217 639,80</b>	<b>36 840,00</b>	<b>96 182,00</b>	<b>227 963,68</b>	<b>2 122 698,12</b>

  

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport ISSUE à GAMMES	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	A	B	C	D=A+B-C
SUBV. INVEST. REGIONS	36 439,00		7 481,19	28 444,00	15 476,19
SUBV. INVEST. DEP.	170 593,48		12 499,33	105 000,00	78 092,81
SUBV. INVEST. COMMUNES	607 818,72		68 513,65	90 000,00	586 332,37
SUBV. INVEST. COLL. PUBLIQ.	37 047,01		3 694,73		40 741,74
C.A.F. LOGICIEL	3 724,20		20,81		3 745,01
C.A.F. INOE			358,95		358,95
C.A.F. MATERIEL EVS	1 190,01			1 190,01	
C.A.F. FME 2022			3 510,32		3 510,32
SUBV. INVEST. PAUSE (2015+2016+2023)		12 993,15	1 579,86		14 573,01
<b>TOTAL</b>	<b>856 812,42</b>	<b>12 993,15</b>	<b>97 658,84</b>	<b>224 634,01</b>	<b>742 830,40</b>

## ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		222 374,80	10 798,00	5 287,00	206 289,80
Débiteurs et comptes rattachés		756 768,94	756 768,94		
Autres créances		2 735 021,28	2 614 033,32	120 987,96	
Charges constatées d'avance		137 364,16	137 364,16		
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>3 851 529,18</b>	<b>3 518 964,42</b>	<b>126 274,96</b>	<b>206 289,80</b>
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		5 157 851,93	789 565,12	604 082,43	3 764 204,38
Emprunts et dettes financières diverses (1)		129 162,94	129 162,94		
Fournisseurs et comptes rattachés		1 445 101,49	1 445 101,49		
Dettes fiscales et sociales		2 806 361,24	2 806 361,24		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		61 143,36	61 143,36		
Autres dettes		226 197,45	226 197,45		
Produits constatés d'avance		2 309 351,59	2 309 351,59		
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>12 135 170,00</b>	<b>7 766 883,19</b>	<b>604 082,43</b>	<b>3 764 204,38</b>
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		460 000,00		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		307 940,29		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		5 157 851,93		



## PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	8 997,34
4. Autres créances	257 059,61
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>266 056,95</b>

## CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	59 955,97
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	281 612,94
6. Dettes fiscales et sociales	1 579 542,38
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	1 421,24
<b>TOTAL</b>	<b>1 922 532,53</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	137 364,16
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>137 364,16</b>
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	2 309 351,59
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>2 309 351,59</b>

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	171 701,29
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	17 960,39
Dotations aux amortissements et provisions	278 278,95
<b>TOTAL</b>	<b>467 940,63</b>
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	52 479,84
Produits exceptionnels sur opérations en capital	114 297,83
Reprises sur provisions et transferts de charges	321 121,83
<b>TOTAL</b>	<b>487 899,50</b>
<b><u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u></b>	
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>	
PERTE S/ SUBVENTION 2021 & 2022	152 103,70
SOLDE I.J. CPAM ET PREV. NON SOLDEES SUR BS	7 438,59
AGEFIPH 2022	5 151,01
LITIGE (ART. 700 + JUGEMENT)	2 140,00
AMENDES ET PENALITES & DIVERS	4 867,99
VALEUR NETTE COMPTABLE ELEMENTS MIS AU REBUT	17 960,39
DOT. PROV. REGLEMENTEE	10 855,89
PROVISION POUR RISQUES S/ SUBVENTIONS	267 423,06
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>	
SOLDE IJSS JAMAIS REINTEGREES	23 989,91
FONDS DE REEQUILIBRAGE MARELLE	14 000,00
DEGREVEMENT TAXE HABITATION + FRAIS DE GESTION	6 204,00
PRODUIT S/ EXERCICE ANTERIEUR	5 297,64
PRISE EN CHARGE MAIF QP CONTENTIEUX ART 700	2 988,29
REPRISE VEHICULE & REMB. ASSURANCE VOL VELOS	16 639,00
Q.P. SUBV. INVESTISSEMENT VERSEE AU RESULTAT	97 658,83
REPRISE DE PROVISION POUR RISQUES	321 121,83

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - Caisse d'épargne	79 088,00
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - C.E.G.C.	3 850,00
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	
Sur travaux Saint Louis	280 000,00
Sur réparation Atelier Artisan	150 000,00
Sur achat local PONAN 2	100 000,00
Sur Local 10 rue Saint CLAUDE	79 300,00
- Nantissement matériel	114 009,00
- Nantissement compte titres	380 000,00
- Engagements en matière de retraite	1 057 788,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 244 035,00</b>

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - C.E.G.C.	38 953,79
Caution pour les travaux Saint Louis - 75% Agglo Montpellier	348 610,53
Caution pour les travaux Saint Louis - 50% C.I.E.	70 168,82
Caution pour les travaux Saint Louis - 50% C.I.E. // 50 % C.R.D.	87 901,41
Caution pour l'immeuble JUVENAL - DEPARTEMENT HERAULT	114 925,78
Caution pour l'immeuble JUVENAL - AGGLO MONTPELLIER	344 777,33
Caution pour l'immeuble PONAN - 75% COMMUNAUTE AGGLO	603 894,50
Caution pour l'immeuble PONAN - 25% DEPARTEMENT HERAULT	127 820,00
Caution pour l'immeuble PONAN - 75% COM. AGGLO // 25% HERAULT	288 843,07
Caution pour l'immeuble BROUSSONNET - 75% C.E.G.C.	963 893,03
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>2 989 788,25</b>

## DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Hypothèque sur travaux Saint Louis	140 337,63
Hypothèque sur réparation Atelier Artisan	975,40
Hypothèque sur achats PONAN 2	77 315,69
Hypothèque sur Local 10 rue Saint CLAUDE	4 588,23
. Emprunts et dettes financières divers	
. Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>223 216,95</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	450,00	
Prestations		
Personnel bénévole	427 152,69	482 478,50
<b>Total des contributions volontaires</b>	<b>427 602,69</b>	<b>482 478,50</b>

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Bénévolat	427 152,69	482 478,50
Prestations en nature	450,00	
Dons en nature		
<b>Total des contributions volontaires</b>	<b>427 602,69</b>	<b>482 478,50</b>

Méthodes de quantification et de valorisation retenues :

Volume de 17 993 heures valorisé à un taux horaire de 23,74 Euros

## CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	5 226 688,70
À la charge de l'État	1 139 286,00
À la charge du Département	4 124 016,17
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	288 559,88
À la charge d'autres financeurs	148 431,23
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	99 349,16
État	75 432,67
Région	56 000,00
Département	18 938 524,29
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	15 055,00
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	71 903,80
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
<b>TOTAL</b>	<b>30 183 246,90</b>



**HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2023	53 039,77		53 039,77
<b>TOTAL</b>	<b>53 039,77</b>		<b>53 039,77</b>